

LE MONDE ÉCONOMIQUE EN APPELLE À LA RESPONSABILITÉ CITOYENNE

Sauf exceptions, les entrepreneurs ne font pas de politique au sens politicien du terme. Mais ils font de la politique au quotidien, au sens où ils participent à la vie et à l'organisation de la cité. Ces élections métropolitaines et municipales les interpellent et intéressent donc au premier chef, en tant que citoyens, générateurs d'emplois et contributeurs au fonctionnement des institutions. C'est pourquoi la fédération BTP Rhône et Métropole a choisi de donner la parole aux élus du monde économique avant ce second tour déterminant pour l'avenir du territoire, en particulier dans ce contexte inédit, marqué par une pandémie qui a figé le pays pendant plus de deux mois. François Turcas, président régional de la CPME, Laurent Fiard, président du Medef Lyon-Rhône, et Alain Audouard, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, s'expriment.



© MARINE-AGATHE CONARD

François Turcas, président de la CPME du Rhône

Le premier tour des élections s'est déroulé dans un contexte de pandémie anxigène pour le présent et le futur. A quelques jours du second tour, alors que le pays s'est arrêté plus de deux mois, qu'attendez-vous de nos futurs élus locaux ?

François Turcas (CPME) : J'attends d'eux essentiellement un sens des responsabilités plus avisé que jamais. Car si la crise sanitaire peut paraître derrière nous, la crise économique, donc sociale, n'est pas loin. Les TPE-PME que je représente, et qui constituent une part importante de notre tissu économique, sortent fragilisées de cet épisode. Il faudra donc ménager ces entreprises qui, elles, ne sont pas solubles dans la mobilisation ou la financiarisation, qui créent des emplois et une proximité. Il

faudra impérativement les protéger pour des raisons de cohésion territoriale.

Laurent Fiard (Medef) :

Nous attendons d'eux qu'ils se préoccupent de la relance économique des entreprises, notamment à partir de commandes publiques, avec un souci d'exemplarité, en faisant travailler des entreprises locales et en réglant les factures en temps et en heure. Aujourd'hui les entreprises sont mises en sécurité grâce au panel d'aides du gouvernement, des prêts essentiellement puisque tout sera remboursé dans les mois futurs. Elles devront trouver la capacité financière de rembourser ces prêts, notamment le PGE. Nous attendons des élus qu'ils encouragent les investissements, en trouvant des dispositifs qui vont permettre aux entreprises de

retrouver de la confiance pour investir... et pour réembaucher.

Alain Audouard (CMA) : J'attends d'abord qu'ils se montrent à la hauteur des nouveaux enjeux, des nouveaux espoirs, mais aussi des nouvelles inquiétudes sur l'emploi de nos concitoyens. J'attends ensuite qu'ils sortent des postures politiques et qu'ils organisent une concertation permanente et de confiance avec tous les corps intermédiaires. J'attends enfin qu'ils se retroussent les manches au même titre que les acteurs économiques de la métropole car, aujourd'hui, nous sommes tous face à un même défi économique et social.

Cette élection est placée sous le signe de deux « premières » : une abstention record, corollaire de l'entrée en confinement, mais aussi l'élection au suffrage universel direct des élus de la métropole. Comment le monde économique que vous représentez aide-t-il les électeurs - vos adhérents par exemple - à appréhender l'importance de ce rendez-vous démocratique ?

François Turcas : Notre vocation à la CPME n'est pas de prendre position ou de « faire de la politique ». Dans ce contexte, comme pour toutes les élections, nos enjeux sont doubles : faire reconnaître à nos élus la spécialité et le fait PME : ce ne sont pas des grandes entreprises en modèle réduit ; faire savoir à nos adhérents, et plus largement aux entrepreneurs, l'importance du rôle et des pouvoirs économiques de notre métropole. Car cette collectivité a toujours su nous associer pour construire son développement, nous

classant ainsi parmi les territoires les plus dynamiques d'Europe. C'est un modèle de gouvernance unique qui m'est cher. Il faut donc le défendre en allant voter le 28 juin prochain.

Laurent Fiard : Pour ce qui concerne le Medef, nous avons travaillé avec la commission économique pour faire des propositions autour de trois sujets réunis sous l'appellation AME : Attractivité de la métropole, Mobilité, et Employabilité. L'idée était de faire un document représentatif de ce qu'attendent les entrepreneurs d'une métropole digne de ce nom. Un de nos soucis a été de remettre des enjeux clairs pour que les gens aillent voter, sachant qu'il est vrai qu'il y a un nouveau mode de scrutin pour la présidence de la métropole. L'idée est que les entreprises se trouvent sur un terreau fertile de développement et de croissance.

Alain Audouard : La Chambre de métiers et de l'artisanat est un établissement public de l'Etat dirigé par des artisans élus par leur pairs. Le fonctionnement démocratique de notre institution est un gage de liberté d'expression et d'opinion. Je n'ai donc pas, en tant que président, à appeler à voter pour un candidat ou un autre. Notre mission est de représenter les

intérêts généraux du secteur, de défendre l'entrepreneuriat, la petite entreprise, mais aussi de faciliter la transmission des savoir-faire et l'insertion des jeunes par la voie de l'apprentissage. Tous ceux qui soutiennent ces idées pour une meilleure société sont encouragés à aller exercer leur droit de vote au regard des programmes présentés par les candidats sur ces sujets. Mais tous les autres aussi : l'essentiel pour tous et chacun, c'est d'aller voter !

Tous ceux qui ont suivi les campagnes électorales ont pu noter l'engagement écologique des projets de chaque candidat. Le monde économique intègre-t-il la défense de l'environnement dans ses perspectives de développement ?

François Turcas : La préoccupation majeure de nos clients est bien dans le souci de conjuguer, au quotidien, l'économie et l'écologie. Jamais je ne les ai sentis aussi responsables et acteurs de la transition écologique. Plutôt que de sombrer dans une idéologie de décroissance, nous voulons croire, nous PME, dans un entrepreneuriat plus responsable, plus durable, circulaire aussi, plus inclusif également. Sans ces entrepreneurs, dont l'imagination,



Alain Audouard, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône

l'innovation, le goût du risque sont les garants de notre « monde d'après », nous ne réussirons pas cette transition sans appauvrir chacun d'entre nous. Car, avant de répartir la richesse, il faudra toujours la créer. Différemment certes, mais le défi environnemental suscitera énormément d'opportunités selon moi.

Laurent Fiard : Bien évidemment, au même titre que le digital, l'écologie est transversale. La transition énergétique au service de l'écologie est au cœur de la responsabilité sociétale des entreprises. Il n'y a pas aujourd'hui une entreprise qui ne réfléchit pas aux innovations au service d'une transition énergétique pour justement servir le développement durable et sauver notre planète. Bien sûr avec des adaptations de consommation. Nous sommes au cœur de ces sujets.

Alain Audouard : Les Français ont aujourd'hui trois préoccupations majeures : la souveraineté, l'environnement et l'emploi. L'artisanat est un modèle économique et sociétal qui développe intrinsèquement la fabrication locale, les circuits courts, la qualité des produits et l'emploi de proximité. C'est un modèle d'avenir qui permet une transformation en profondeur de notre société, favorisant une économie de proximité avec des acteurs identifiés sur leur territoire et responsables de leurs actes, conscients du rôle qu'ils jouent en matière de lien social et de transmission des savoir-faire aux nouvelles générations. Cet ancrage territorial redonne du sens à l'action et à l'entrepreneuriat.

« Les Français ont aujourd'hui trois préoccupations majeures : la souveraineté, l'environnement et l'emploi »
Alain Audouard



Laurent Fiard, président du Medef Lyon-Rhône

.../...

.../...

Suite aux effets du Covid-19, des entreprises risquent de souffrir. Comment les élus peuvent-ils sauver les entreprises qui flanchent ou vont flancher ? En d'autres termes, comment travailler main dans la main avec ceux qui vont diriger la métropole et les villes qui la composent ?

François Turcas : Je n'ose penser, dans cette période d'incertitude, que notre rôle, celui des TPE-PME, puisse demain être méprisé par les élus. Pendant cette crise, notre cohésion avec eux a été remarquable. Nous avons su mettre en place un arsenal d'accompagnement extraordinaire... même s'il ne nous évitera malheureusement pas des défaillances d'entreprises dans les mois à venir. C'est bien ensemble qu'il nous faudra construire notre nouveau monde, au moins à notre échelon territorial. Ce n'est pas un rêve impossible. Les technologies propres, les énergies renouvelables sont devenues tellement plus rentables que la seule façon de redémarrer l'économie est « d'y croire et d'y faire ensemble », comme on dit à Lyon. La crise actuelle pourrait ainsi ne pas avoir été inutile.

Laurent Fiard : Il sera nécessaire que les dossiers abordés, les décisions soient placés sous le signe du consensus et prennent en compte l'intérêt économique associé à l'intérêt écologique. On ne peut pas avoir un monde écologique à côté d'un monde économique. Les deux sont fortement liés. Ce que nous voulons, c'est préserver l'économie car cela préserve les emplois. Une phase de décroissance générerait un chômage de masse pour notre métropole et un désintérêt des grands acteurs économiques pour notre territoire.

Alain Audouard : Les trois derniers mois que nous venons de passer avec le confinement obligatoire ont été une véritable épreuve pour notre humanité. Certains d'entre nous ont été atteints dans leur chair par la maladie ou la disparition d'un proche. Cette période nous a rappelé que certaines hiérarchies de valeurs, de métiers, étaient à reconsidérer. Nous pensons que l'économie de proximité, les circuits courts, l'économie circulaire, les services à la personne, l'autosuffisance sur des petits territoires et le Made In France seront incontournables. Donc nous tendons la main à tous ceux qui pensent que l'artisanat sera la bonne réponse !

« L'engagement citoyen, essentiel pour l'avenir de nos entreprises ! »



© JEAN-JACQUES RAYNAL

Philippe Valentin, président de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

L'épisode pandémique qui nous frappe est un choc qui bouleverse et bouleversera nos existences. Cette crise sanitaire débouchera, d'après Kristalina Georgieva, directrice du FMI, sur « les pires conséquences économiques depuis la grande dépression de 1929 ». Son impact global, la récession écono-

modes de production. Il est également nécessaire d'envisager une meilleure appréhension de nos marchés et de nos relations commerciales. Nous nous devons de nous pencher sur l'équilibre entre souveraineté, autonomie stratégique et ouverture, échanges et colla-

Nous devons repenser notre modèle économique, notre organisation du travail, nos modes de production ; il est également nécessaire d'envisager une meilleure appréhension de nos marchés et de nos relations commerciales

Philippe Valentin

mique qu'elle entraîne et qui se poursuivra jusqu'en 2022 pour nombre d'économistes, doit nous amener à réfléchir ensemble à notre avenir. Nous devons repenser notre modèle économique, notre organisation du travail, nos

modalités de production. Nous devons garder comme ambition collective le développement de nos sociétés vers davantage de progrès et d'innovations dans tous les secteurs fondamentaux, dont celui de la santé.

.../...

.../...

Nous pouvons, tous, nous accorder sur l'impératif d'une croissance plus durable, qui préserve l'environnement et l'ensemble des équilibres. Ce sera le gage d'une amélioration de nos conditions de vie. Nous devons certainement prendre davantage la mesure, dans nos entreprises, de la place centrale de l'homme, de l'importance du lien humain que créent le travail, l'activité et le partage d'objectifs communs.

Pour bien prendre en considération les enjeux qui sont devant nous, nous devons tous nous engager et mobiliser l'énergie nécessaire au profit de l'intérêt général.

Encore une fois, nous avons la responsabilité collective de notre avenir.

Au-delà des querelles qui touchent bien souvent l'écume de l'instantané, nous devons veiller à ne pas entretenir des oppositions sans issue, à ne pas nourrir des polémiques qui ne font qu'alimenter des confusions et des confrontations néfastes au bien commun. Laisser penser, par exemple, que le développement économique, la création de richesses sont antinomiques avec les valeurs que j'évoquais précédemment. Nous pouvons imaginer un développement vertueux, respectueux des valeurs fondamentales que nous appelons tous de nos vœux. L'économie, l'entreprise et l'emploi sont au cœur de nos vies. Contribuer au développement et à l'aménagement de nos territoires représente une ambition citoyenne majeure et respectable.

Aussi, j'en appelle à tous pour regarder l'avenir avec lucidité et assumer la part de responsabilité qui est la nôtre, individuellement et collectivement.

Les choix qui seront faits demain à travers les élections municipales et métropolitaines seront structurants et déterminants pour notre avenir. Nous devons donc participer, faire des choix éclairés par notre conscience et nos convictions. Il est essentiel de voter et de jouer pleinement notre rôle de citoyen pour exprimer la vision que nous nous faisons de notre territoire et permettre de construire demain ENSEMBLE !

Philippe Valentin, président de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Samuel Minot, BTP Rhône-Métropole : « On a besoin de régularité dans l'action publique »



Avant le premier tour des élections métropolitaines et municipales, la fédération BTP avait publié un livre blanc à destination des élus réunissant des contributions de l'ensemble de la filière de l'acte de construire. Quel était le fil conducteur de ce livre blanc, et quel était son principal message aux élus ?

Il s'agissait de réunir une trentaine d'organisations et organismes du monde de la construction pour proposer une contribution responsable, dans le but d'associer les futurs élus à nos réflexions sur l'aménagement du territoire et leur donner quelques clés. Nous avons organisé ce livre blanc autour de cinq grands thèmes : le développement local de notre territoire, comment trouver un juste équilibre de croissance et de dynamique économique ; les mobilités et l'aménagement urbain ; les transitions énergétiques et le numérique ; l'économie circulaire ; l'emploi, la formation et l'insertion. A travers ce livre blanc, on voulait sensibiliser les candidats, sur le fait que le sort et l'action du BTP sont très dépendant de ce qu'ils font. Et leur dire que, pour pouvoir investir, embau-

cher, former, insérer, on a besoin de régularité dans l'action publique. Malgré les échéances électorales, et encore plus aujourd'hui avec la crise.

Avec la pandémie et ses trois mois ou presque sans activité, les enjeux économiques ont clairement évolué. Comment, selon vous, sauvegarder le maximum d'emplois ?

Je crois en la résilience des entreprises de BTP, qui sont relativement souples dans le fait d'amortir ce type de crise. L'État nous a donné un certain nombre d'outils, je pense que nous avons la capacité de vite rebondir et de conserver nos emplois. Ceci dit, si les pouvoirs publics ne donnent pas les moyens, c'est à dire s'ils n'activent pas les appels d'offre, ne déclenchent pas les décisions de permis de construire et d'aménager, forcément ça va toucher les emplois. Et le BTP, c'est 50 000 emplois sur le territoire du Rhône. Encourager les citoyens à aller voter pour des programmes ambitieux, qui visent à dynamiser l'économie des territoires, c'est notre rôle d'entrepreneur pour garantir l'emploi. Parce que l'enjeu de l'emploi est un enjeu citoyen.